

Rapport financier semestriel

30 juin 2010

Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

SOMMAIRE

1	Personne responsable.....	4
1.1	Responsable du rapport financier semestriel.....	4
1.2	Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	4
2	Rapport d'activité semestriel.....	5
2.1	Événements significatifs.....	5
2.2	Tableaux de synthèse des chiffres clés.....	8
2.3	Tableaux de synthèse de l'information sectorielle.....	11
2.4	Carnet de commandes.....	12
2.5	Compte de résultat.....	13
2.6	Flux de trésorerie.....	19
2.7	Éléments bilanciers.....	22
2.8	Revue des pôles d'activité.....	25
2.9	Événements postérieurs à la clôture.....	29
2.10	Perspectives.....	29
3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – Période du 1er janvier au 30 juin 2010.....	30
4	Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2010.....	32
4.1	Compte de résultat consolidé.....	33
4.2	Résultat global consolidé.....	34
4.3	Bilan consolidé.....	35
4.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	37
4.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	38
4.6	Information sectorielle.....	39
4.7	Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2010.....	43

1 Personne responsable

1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Madame Anne Lauvergeon, Présidente du Directoire d'AREVA

1.2 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1^{er} semestre 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 30 juillet 2010



Madame Anne Lauvergeon
Présidente du Directoire d'AREVA

2 Rapport d'activité semestriel

2.1 Événements significatifs

2.1.1 Faits marquants de la période

Dans les domaines stratégique et capitalistique

- AREVA a signé l'accord portant sur les modalités juridiques et financières de la cession de l'activité Transmission et Distribution du groupe AREVA. Il est entré en vigueur le 7 juin 2010 après obtention de l'accord des autorités de la concurrence et du décret pris sur avis de la Commission des Participations et des Transferts.
- AREVA a mis en place une nouvelle organisation de ses activités nucléaires et renouvelables. Elle renforce les synergies entre l'ensemble des métiers du groupe et va lui permettre de répondre pleinement aux attentes de ses clients.
- Le pacte d'actionnaires d'ERAMET conclu entre SORAME-CEIR et AREVA a été reconduit pour une durée de six mois à compter du 1^{er} juillet 2010.
- Le Conseil de Surveillance du groupe AREVA a procédé à la désignation de Christophe BEHAR comme membre du Conseil de Surveillance en remplacement de Philippe PRADEL, démissionnaire. Il a aussi désigné René RICOL en remplacement de Thierry DESMAREST, démissionnaire. René RICOL a par ailleurs été désigné co-président du Comité d'Audit, présidé par Guylaine SAUCIER. Mme SAUCIER a été désignée Présidente du Comité de suivi des obligations de fin de cycle, en remplacement de François DAVID.
- AREVA et JAEC ont signé un accord minier portant sur l'exploitation des ressources en uranium de la région de Central Jordan. Cette annonce fait suite à l'accord signé entre AREVA et JAEC en octobre 2008 pour l'exploration conjointe de la zone.
- Anne Lauvergeon, Présidente du Directoire d'AREVA, et Sang Soo Kim, Président de KEPCO (Korea Electric Power Corporation), ont signé l'accord entérinant l'entrée du groupe coréen dans la mine d'Imouraren, au Niger.
- Le DOE (Department of Energy) de l'administration américaine a accordé à AREVA une garantie de prêt de 2 milliards de dollars afin de faciliter le financement de l'usine d'enrichissement d'uranium près d'Idaho Falls aux Etats-Unis.
- Dans le cadre du sommet intergouvernemental franco-italien présidé par Nicolas Sarkozy, Président de la République française, et Silvio Berlusconi, Premier Ministre italien, Anne Lauvergeon, Présidente du Directoire d'AREVA, a signé trois accords de coopération avec ses partenaires industriels et universitaires dans le domaine de l'énergie nucléaire.
- L'autorité de sûreté nucléaire américaine (Nuclear Regulatory Commission) a autorisé l'installation du système numérique de contrôle-commande de sûreté d'AREVA sur un réacteur nucléaire américain. Le système TELEPERM XSTM d'AREVA est, à cette date, le seul système numérique de contrôle-commande de sûreté approuvé par la NRC.
- ATMEATM a signé un accord avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire française (ASN), afin de réaliser une revue des options de sûreté d'ATMEA1TM, le réacteur à eau sous pression de 1100 MW qu'elle développe.

- AREVA a acquis 100 % de la société Ausra (renommée AREVA Solar). Basée à Mountain View en Californie (Etats-Unis), Ausra propose des solutions de production d'électricité et de vapeur industrielle par concentration de l'énergie solaire. Cette acquisition permet à AREVA de devenir un acteur majeur sur le marché de l'énergie solaire à concentration et d'élargir son portefeuille de solutions dans les énergies renouvelables.
- AREVA a acquis les 49% restants du capital du fabricant allemand d'éoliennes Multibrud et crée AREVA Wind, filiale à 100% du groupe. Ce rachat va permettre une montée en puissance de sa capacité de production et répondre ainsi à la croissance d'une industrie en plein essor. Cette nouvelle plate-forme comprendra également PN Rotor, la division de fabrication de pales de rotor.

Dans le domaine industriel

- AREVA a inauguré la première usine de dessalement d'eau de mer de Namibie, située à 30 Km au nord de Swakopmund sur la côte Atlantique. Cette inauguration marque le début de la production d'eau potable de l'usine et constitue une avancée majeure dans le développement du projet minier d'AREVA en Namibie.
- Le consortium AREVA-Siemens a remis à son client finlandais TVO, futur exploitant du réacteur de troisième génération d'Olkiluoto 3 (OL3), le calendrier opérationnel de la dernière phase de construction menant au chargement du combustible dans le cœur du réacteur fin 2012.
- La construction de la centrale EPR™ d'Olkiluoto 3 (OL3) en Finlande a franchi une étape symbolique, avec l'introduction de la cuve dans le bâtiment réacteur.
- Le premier béton du deuxième réacteur EPR™, en construction sur le site de Taishan dans la province du Guangdong (sud de la Chine), a été coulé par l'électricien chinois CGNPC.

Dans le domaine commercial

- INB (Industrias Nucleares do Brasil) et AREVA ont signé un contrat pour la fourniture de services de conversion, permettant d'alimenter en combustible le complexe nucléaire brésilien Angra pour les 5 prochaines années (les unités 1 et 2 et prochainement l'unité 3).
- AREVA et VNIIAES1, une filiale du groupe nucléaire public russe Rosatom, ont signé un contrat pour la livraison de systèmes de contrôle-commande de sûreté TELEPERM XS destinés à l'un des deux nouveaux réacteurs de 1200 MWe devant être construits sur le site.
- Le consortium AREVA-Siemens Energy a été retenu pour fournir des systèmes numériques de contrôle-commande destinés à la supervision et à la protection des tranches 3 & 4 de la centrale slovaque de Mochovce. Slovenské Elektrárne, une filiale du groupe Enel, est sur le point d'achever la construction de ces deux réacteurs de type VVER (une technologie de réacteurs à eau pressurisée).
- AREVA et Fresno Nuclear Energy Group (FNEG) ont annoncé la signature d'un protocole d'accord pour le développement près de Fresno, en Californie (Etats-Unis), d'un parc d'énergies sans CO₂ faisant appel aux technologies les plus avancées, notamment le nucléaire et les énergies renouvelables.
- AREVA a signé un contrat portant sur la fourniture de combustibles MOX pour le réacteur n°3 de la centrale nucléaire japonaise de Tomari exploitée par l'électricien HOKKAIDO.
- AREVA et EDF sont parvenus à un accord pour le transport, le traitement et le recyclage des combustibles nucléaires usés.
- AREVA a signé un contrat avec Sellafield Limited portant sur la conception, la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne de production de crayons de combustible destinée à l'usine MOX

SMP (Sellafield MOX Plant). AREVA fournira également les équipements de contrôle correspondant.

- AREVA a annoncé la signature de trois contrats d'un montant de 260 millions d'euros dans le domaine de la bioénergie au Brésil et en Thaïlande.

2.1.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 14 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

2.1.3 Facteurs de risque

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 "Facteurs de risques" du Document de Référence 2009, déposé le 29 mars 2010 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site Internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.aveva.com). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de référence.

2.2 Tableaux de synthèse des chiffres clés

2.2.1 Indicateurs financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Carnet de commandes	44 062	42 909	+2,7%
Chiffre d'affaires	4 158	3 908	+6,4%
Marge brute	390	240	+62,9%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	9,4%	6,1%	+3,3pts
Excédent brut d'exploitation (EBE)	215	248	-13,2%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,2%	6,3%	-1,1pt
Résultat opérationnel	(485)	(170)	(315)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	-11,7%	-4,4%	-7,3pts
Résultat financier	(172)	230	(402)
Résultat net, part du groupe	843	161	+682
<i>% du chiffre d'affaires</i>	20,3%	4,1%	+16,2pts
Investissements opérationnels nets	(985)	(469)	(516)
Cash-flow opérationnel avant IS	(1 084)	(805)	(279)
Dividendes versés	(302)	(308)	+6
<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 déc. 2009	
Endettement net (-) / trésorerie nette (+) fin de période	(5 152)	(6 193)	+1 041

2.2.2 Définitions des indicateurs financiers

> Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)

Le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- couvertures de change du BFR opérationnel ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance ;

N.B. : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

> Carnet de commandes

Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

> Cash-flow opérationnel libre

Il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend avant impôt sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'actifs incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;

- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

> Dette nette

Cette rubrique inclut les dettes financières courantes et non courantes qui incluent les avances portant intérêt reçues des clients et les options de ventes des actionnaires minoritaires sous déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers courants. Les actions classées en « Titres disponibles à la vente » sont exclues du calcul de la dette (trésorerie) nette.

> EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)

L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

> Flux des opérations de fin de cycle

Cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorées des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

2.3 Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

Suite à la mise en place effective d'une nouvelle organisation de ses activités Nucléaire et Renouvelables le 28 janvier 2010, l'information sectorielle du groupe AREVA au titre du 1^{er} semestre 2010 est présentée sur la base des Business Groups (BG) Mines/Amont, Réacteurs et Services, Aval, Energies Renouvelables (et hors activités cédées ou en cours de cession).

Sur l'ensemble des périodes publiées, les éléments de résultat des activités cédées ou en cours de cession sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net d'impôt des activités cédées ».

1^{er} semestre 2010 (données contributives groupe)

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines / Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	1 593	1 543	897	47	78	4 158
Excédent brut d'exploitation	310	(199)	267	(44)	(118)	215
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>19,4%</i>	<i>-12,9%</i>	<i>29,7%</i>	<i>-93,3%</i>	<i>-152,2%</i>	<i>5,2%</i>
Résultat opérationnel	(133)	(391)	167	(59)	(69)	(485)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-8,3%</i>	<i>-25,3%</i>	<i>18,6%</i>	<i>-127,0%</i>	<i>-88,5%</i>	<i>-11,7%</i>
Variation du BFR opérationnel	146	(108)	(122)	(58)	(149)	(291)
Investissements opérationnels nets	(645)	(113)	(41)	(170)	(16)	(985)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(210)	(420)	102	(272)	(284)	(1 084)

1^{er} semestre 2009 (données contributives groupe)

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines / Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	1 556	1 382	843	49	78	3 908
Excédent brut d'exploitation	438	(292)	198	(50)	(46)	248
% du chiffre d'affaires	28,1%	-21,1%	23,5%	-102,4%	-59,7%	6,3%
Résultat opérationnel	348	(552)	150	(58)	(58)	(170)
% du chiffre d'affaires	22,4%	-40,0%	17,8%	-119,4%	-75,0%	-4,4%
Variation du BFR opérationnel	(212)	(121)	(88)	32	(24)	(413)
Investissements opérationnels nets	(235)	(151)	(50)	(9)	(24)	(469)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(179)	(565)	60	(27)	(94)	(805)

2.4 Carnet de commandes

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes du groupe atteint 44,1 milliards d'euros, en progression de 761 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 et de 1,2 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2009. Sur un an, la croissance du carnet de commandes a été alimentée par le dynamisme commercial des activités récurrentes, notamment dans le Business Group (BG) Mines/Amont, et des activités Renouvelables.

2.5 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	2009
Chiffre d'affaires	4 158	3 908	8 529
Marge brute	390	240	1 082
Frais de recherche et développement	(162)	(163)	(346)
Frais commerciaux	(145)	(135)	(286)
Frais généraux et administratifs	(284)	(304)	(620)
Autres charges opérationnelles	(355)	(80)	(157)
Autres produits opérationnels	71	272	423
Résultat opérationnel	(485)	(170)	97
Résultat financier	(172)	230	187
Impôts sur les résultats	242	(34)	138
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	46	(163)	(152)
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	(369)	(137)	270
Résultat net d'impôt des activités cédées	1 240	144	267
Résultat net de la période	871	7	537
Intérêts minoritaires	29	(154)	(15)
Résultat net part du groupe	843	161	552
Résultat global	1 530	(528)	341

Il est rappelé que le niveau d'activité des différents Business Groups et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre sur l'autre dans les activités nucléaires. Par conséquent, l'activité semestrielle ne saurait être considérée comme une base fiable de projection annuelle.

2.5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 4 158 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, en croissance de 6,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 (+5,6 % à données comparables).

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Chiffre d'affaires contributif	4 158	3 908	+6,4%
BG Mines/Amont	1 593	1 556	+2,4%
BG Réacteurs et Services	1 543	1 382	+11,6%
BG Aval	897	843	+6,4%
BG Energies Renouvelables	47	49	-3,7%

L'ensemble des BG Nucléaires est en progression par rapport à la même période de 2009 avec une croissance de 11,6 % pour le BG Réacteurs et Services, de 6,4 % pour le BG Aval et de 2,4 % pour le BG Mines/Amont. Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables affiche un léger repli (-3,7 %). L'effet de change a eu un impact positif de 43 millions d'euros, principalement dans le BG Mines/Amont. L'effet de périmètre est négligeable sur la période. Sur le semestre, le chiffre d'affaires à l'international s'élève à 2 376 millions d'euros, en hausse de 2,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 et représente 57 % du chiffre d'affaires total.

2.5.2 Marge brute

La marge brute du groupe s'élève à 390 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 (soit 9,4 % du chiffre d'affaires) contre 240 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 (soit 6,1 % du chiffre d'affaires), principalement tirée par l'amélioration de la marge brute du BG Réacteurs et Services.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Marge brute	390	240	+62,9%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	9,4%	6,1%	+3,3pts

2.5.3 Recherche et développement

Les montants engagés par le groupe en recherche et développement figurent au bilan si les dépenses répondent aux critères d'immobilisations fixés par la norme IAS 38, et en charges dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de recherche et développement apparaissent au-dessous de la marge brute et représentent les dépenses, non immobilisables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA

dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisés dans le coût des ventes.

L'ensemble des montants engagés pour la recherche et le développement, qu'ils soient immobilisés ou comptabilisés en charges de l'exercice, constitue l'effort de recherche et développement.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010		S1 2009	
	en millions d'euros	<i>en % du CA</i>	en millions d'euros	<i>en % du CA</i>
Compte de résultat : Frais de recherche et développement	162	3,9%	163	4,2%
Autres (dont R&D capitalisée)	258	6,2%	266	6,8%
Effort global de recherche et développement	420	10,1%	429	11,0%

En prenant en compte l'ensemble des coûts engagés pour la recherche et le développement, l'effort de recherche et développement s'élève à 420 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 (10,1 % du chiffre d'affaires de la période globalement stable par rapport aux 429 millions du 1^{er} semestre 2009 (11,0 % du chiffre d'affaires).

2.5.4 Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais commerciaux, généraux et administratifs s'élèvent à 429 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, soit 10,3 % du chiffre d'affaires, en baisse par rapport aux 11,2 % du 1^{er} semestre 2009.

2.5.5 Autres charges et autres produits opérationnels

- Les autres charges opérationnelles s'élèvent à -355 millions d'euros contre -80 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Elles comprennent l'ajustement comptable de -300 millions d'euros, correspondant à une dépréciation de l'ordre de 6% de la valeur comptable de certains actifs miniers. Cette dépréciation est réversible.
- Les autres produits opérationnels ressortent à 71 millions d'euros contre 272 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Ils comprennent les résultats liés aux cessions et entrées de partenaires au capital de sociétés du BG Mines/Amont pour 247 millions d'euros en 2009 et les résultats de cession du BG Mines/Amont pour 19 millions d'euros en 2010.

2.5.6 Résultat opérationnel

Afin de faciliter la comparaison d'une année sur l'autre de la performance intrinsèque d'AREVA, le groupe souhaite isoler les éléments particuliers suivants :

- plus-values de cession et de dilution liées à l'entrée de partenaires au capital de sociétés du BG Mines/Amont pour un montant de 247 millions d'euros en 2009 et de 19 millions d'euros en 2010 ;
- ajustement comptable réversible sans effet de trésorerie de -300 millions sur la valeur de certains actifs miniers ;
- compléments de provision pour révision du résultat à terminaison de projets dans le BG Réacteurs et Services pour -417 millions d'euros en 2010 et -562 millions d'euros en 2009 (dont 367 millions d'euros en 2010 et 550 millions d'euros en 2009 au titre du chantier finlandais OL3).

Ces éléments isolés conduisent à l'analyse d'un « résultat opérationnel hors éléments particuliers ».

<i>En millions d'euros</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 10/09
Résultat opérationnel hors éléments particuliers	213	145	+ 68 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>5,1%</i>	<i>3,7%</i>	<i>+1,4 pts</i>
Cessions & entrées de partenaires – actifs Mines/Amont	19	247	ns
Compléments de provision – projets Réacteurs et Services	(417)	(562)	ns
Ajustement comptable réversible sur actifs miniers	(300)	-	ns
Résultat opérationnel publié	(485)	(170)	(315) M€

Le résultat opérationnel hors éléments particuliers s'élève à 213 millions d'euros, en hausse de 68 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2009, grâce à la bonne performance des activités récurrentes, notamment dans les BG Mines/Amont et Aval, ainsi que dans les activités de Services à la Base Installée. La performance du BG Energies Renouvelables est stable par rapport à la même période de 2009, avec un résultat négatif de -59 millions d'euros.

Au 1^{er} semestre 2010, le groupe a enregistré des provisions complémentaires pour révision du résultat à terminaison de contrats dans le BG Réacteurs et Services pour un montant cumulé de 417 millions d'euros (contre 562 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009), dont 367 millions d'euros au titre du chantier finlandais OL3. L'avancement physique du chantier OL3 a été significatif sur le semestre avec notamment la finalisation des principaux travaux de génie civil, la montée en puissance des travaux de tuyauterie et l'installation de la cuve du réacteur. Un nouveau calendrier a été annoncé, prévoyant une mise en exploitation nucléaire fin 2012, sous condition de modalités de réalisation des phases finales du chantier qui ont été notifiées à TVO. Cela a conduit à la révision du résultat à terminaison du contrat et, par conséquent, à la constitution d'un complément de provision.

L'analyse des données prospectives du marché de l'uranium a conduit, en application des normes IFRS, à constater une dépréciation de 300 millions d'euros sur certains de ses actifs miniers. Cet ajustement comptable sans effet de trésorerie, de l'ordre de 6% de la valeur bilancielle des actifs miniers du groupe, est réversible.

Après prise en compte de ces éléments, le résultat opérationnel du groupe s'établit à -485 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre -170 millions sur la même période en 2009 (dont -550 millions d'euros de complément de provision OL3 et +247 millions de plus-values liées à l'entrée de partenaires au capital de sociétés du BG Mines/Amont).

Par ailleurs, les discussions en cours avec EDF sur les conditions d'arrêt de l'usine d'enrichissement Georges Besse I se poursuivent. Elles pourraient avoir un effet sur le résultat opérationnel de l'année.

2.5.7 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009
Coût de l'endettement financier net	(81)	(40)
Autres charges et produits financiers	(90)	271
Part liée aux opérations de fin de cycle	(11)	29
Résultat financier sur portefeuille dédié	61	47
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	46	76
Charges de désactualisation sur opérations de fin de cycle	(118)	(95)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	(80)	242
Résultat sur cession de titres et variation de valeur	(1)	242
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(38)	(40)
Dividendes reçus	18	49
Autres produits et charges	(59)	(11)
Résultat financier	(172)	230

Le résultat financier atteint -172 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre 230 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 où il avait bénéficié de la plus-value réalisée sur la cession de titres GDF-Suez et Total.

2.5.8 Impôts sur les bénéfices

Le produit d'impôt atteint 242 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre une charge de 34 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Le profit d'impôt au 30 juin a été déterminé en appliquant au résultat avant impôt de chaque pays le taux effectif d'impôt correspondant tel qu'estimé pour l'exercice 2010. Celui-ci tient compte de la reprise des impôts différés passifs correspondant à la dépréciation des droits miniers comptabilisée au 30 juin pour 102 millions d'euros.

2.5.9 Quote-part dans les résultats des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	2009
STMicroelectronics	18	(124)	(112)
Eramet	26	(39)	(39)
Autres	2	0	(1)
Total	46	(163)	(152)

La quote-part revenant à AREVA du résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 46 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre -163 millions d'euros sur la même période de 2009, du fait de l'amélioration des résultats de STMicroelectronics et d'Eramet.

Les résultats de STMicroelectronics et d'Eramet pris en compte par le groupe peuvent différer des résultats publiés par ces sociétés :

- concernant STMicroelectronics, le calcul est basé sur des résultats provisoires et les comptes, établis en normes comptables américaines et en dollars américains, sont convertis en euros et retraités en normes IFRS. STMicroelectronics ne publie pas de comptes semestriels aux normes IFRS ;
- concernant Eramet, le calcul est basé sur des résultats provisoires. Les différences éventuelles entre les comptes provisoires et les comptes définitifs sont intégrées dans les comptes de la période suivante.

2.5.10 Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires passe de -175 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 à 18 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Cette évolution s'explique par la sortie de Siemens du capital d'AREVA NP (la part de résultat correspondant aux 34% de Siemens dans AREVA NP SAS au 1^{er} semestre 2009 s'élevait à -166 millions d'euros).

2.5.11 Résultat net et résultat global

Le résultat net part du groupe ressort à 843 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, en hausse de 682 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2009, principalement en raison de la plus-value nette consolidée de 1 270 millions d'euros générée par la cession de l'activité de Transmission et Distribution.

Le résultat global s'élève à 1 530 millions d'euros contre -528 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Outre la progression du résultat net part du groupe décrite ci-dessus, la variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente passe de -493 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 à 176 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

2.6 Flux de trésorerie

2.6.1 Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010
Endettement net début de période (31 décembre 2009)	(6 193)
Excédent brut d'exploitation opérationnel	215
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,2%
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles et autres éléments non cash	(23)
Variation du BFR opérationnel	(291)
Investissements opérationnels nets	(985)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(1 084)
Flux liés aux opérations de fin de cycle	(6)
Dividendes versés	(302)
Autres (investissements financiers nets, impôts, BFR non opérationnel et flux nets de trésorerie des activités cédées)	2 433
Variation de l'endettement net	1 041
	30 juin 2010
Endettement (-) / trésorerie (+) net fin de période (dont puts des minoritaires)	(5 152)

2.6.2 Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009
Excédent brut d'exploitation opérationnel	215	248
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,2%	6,3%
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles et autres éléments non cash	(23)	(171)
Variation du BFR opérationnel	(291)	(413)
Investissements opérationnels nets	(985)	(469)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(1 084)	(805)

2.6.3 Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

(en millions d'euros)	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2010	S1 2009	S1 2010	S1 2009	S1 2010	S1 2009	S1 2010	S1 2009
BG Mines/Amont	310	438	146	(212)	(645)	(235)	(210)	(179)
BG Réacteurs et Services	(199)	(292)	(108)	(121)	(113)	(151)	(420)	(565)
BG Aval	267	198	(122)	(88)	(41)	(50)	102	60
BG Energies Renouvelables	(44)	(50)	(58)	32	(170)	(9)	(272)	(27)
Corporate et Autres	(118)	(46)	(149)	(24)	(16)	(24)	(284)	(94)
Total groupe	215	248	(291)	(413)	(985)	(469)	(1 084)	(805)

L'EBE du groupe s'établit à 215 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre 248 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Cette évolution s'explique par :

- la progression de 195 millions d'euros de l'excédent brut d'exploitation hors éléments particuliers enregistrés dans le BG Mines/Amont, qui atteint 196 millions d'euros au 1^{er} semestre ;
- la baisse de 228 millions d'euros des résultats liés aux cessions et entrées de partenaires au capital de sociétés du BG Mines/Amont.

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel correspond à un emploi de trésorerie de 291 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre un emploi de 413 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

Le cash flow opérationnel avant investissements s'élève à -99 millions d'euros, en hausse de 237 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2009.

Les investissements bruts hors opérations de croissance externe passent de 797 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 à 872 millions d'euros en 2010, en raison de la poursuite des programmes de développement dans les Mines et l'Enrichissement. Les acquisitions réalisées dans les Energies Renouvelables pour 158 millions d'euros portent le montant total des investissements réalisés au 1^{er} semestre à 1 030 millions d'euros.

Les investissements nets s'élèvent à 985 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre 469 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 (qui comprenaient 310 millions de trésorerie générée par la cession de participations dans le BG Mines/Amont).

L'évolution de l'excédent brut d'exploitation, du besoin en fonds de roulement et la poursuite du programme d'investissement conduisent à un cash flow opérationnel libre avant impôts de -1 084 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre -805 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

2.6.4 Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1^{er} semestre 2010, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à - 6 millions d'euros contre -33 millions d'euros au 30 juin 2009. Les principaux flux se décomposent comme suit :

- des décaissements liés aux opérations de fin de cycle pour un montant de - 100 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2009 (-93 millions d'euros) ;
- des dividendes reçus à hauteur de 27 millions d'euros contre 40 millions d'euros au 30 juin 2009.

2.6.5 Autres flux

Les autres flux de trésorerie s'élèvent à 2 435 millions d'euros contre 231 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 en raison principalement des flux de trésorerie liés aux activités cédées pour 3 133 millions d'euros.

2.7 Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté au paragraphe 4.3.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 déc. 2009
Écarts d'acquisition nets	4 749	4 366
Immobilisations corporelles et incorporelles	9 541	8 576
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 552	5 626
Titres des entreprises associées	1 844	1 635
Autres actifs financiers non courants	1 113	860
Besoin en fond de roulement opérationnel	352	(62)
Actifs nets des activités cédées	0	1 964
Somme de l'actif du bilan simplifié	23 151	22 965
Capitaux propres et intérêts minoritaires	8 672	7 574
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 786	5 660
Autres provisions	2 000	1 791
Autres éléments d'actif et de passif	1 541	1 748
Endettement net	5 152	6 193
Somme du passif du bilan simplifié	23 151	22 965

2.7.1 Actifs immobilisés, hors actifs de couverture des opérations de fin de cycle

Le poste "Écarts d'acquisition nets" affiche une progression de 383 millions d'euros notamment du fait de la première consolidation de la société AUSRA en 2010. Le goodwill enregistré suite à cette acquisition présente un caractère provisoire et est susceptible d'être ajusté ultérieurement.

2.7.2 Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 déc. 2009
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	490	422
Quote-part AREVA (restant à amortir)	222	147
Quote-part des tiers	268	275
Actifs financiers de couverture	5 284	5 351
PASSIF		
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 786	5 660
Provisions à financer par AREVA	5 517	5 385
Provisions à financer par les tiers	268	275

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2010 s'élèvent à 5 786 millions d'euros, contre 5 660 au 31 décembre 2009.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 5 552 millions d'euros au 30 juin 2010, dont 268 millions d'euros d'actifs de fin de cycle "part des tiers" et 5 284 millions d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

Au 30/06/2010, sur le périmètre soumis à la Loi du 28/06/2006, le ratio de couverture atteint 98%. Sur le périmètre global du groupe, le ratio atteint 96%

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établit au 30 juin 2010 à 352 millions d'euros contre -62 millions d'euros au 31 décembre 2009. Par rapport au 30 juin 2009, il diminue de 53 millions d'euros, bénéficiant des actions d'optimisation menées dans tous les Business Groups.

2.7.4 Dette nette de fin de période

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 5 152 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 6 193 millions d'euros fin 2009. Cette réduction de 1 041 millions d'euros est due à la trésorerie générée par la cession de

l'activité Transmission et Distribution, qui a permis d'absorber le cash-flow opérationnel libre décrit ci-dessus ainsi que le versement de dividendes pour un montant de 302 millions d'euros.

2.7.5 Capitaux propres

La progression des capitaux propres, qui passent de 7 574 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 8 672 millions d'euros au 30 juin 2010, s'explique essentiellement par la contribution du résultat global pour 1 530 millions au 1^{er} semestre 2010, diminuée des dividendes distribués pour un montant de 340 millions d'euros.

Les détails de la variation des capitaux propres sont intégrés dans les comptes consolidés.

2.7.6 Autres provisions

La principale évolution de ce poste est due à l'augmentation des provisions courantes de 199 millions d'euros entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 pour s'établir à 2 000 millions. Cette évolution intègre notamment la variation de la provision pour perte à terminaison relative au contrat OL3 (TVO-Finlande).

Le détail des autres provisions est fourni dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.7 Engagements hors bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 déc. 2009
Engagements donnés	2 986	2 260
Engagements reçus	680	852
Engagements réciproques	5 760	5 775

Un tableau détaillé des engagements hors bilan est présenté dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.8 Revue des pôles d'activité

2.8.1 BG Mines / Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Carnet de commandes	28 590	27 055	+5,7%
Chiffre d'affaires	1 593	1 556	+2,4%
Résultat opérationnel	(133)	348	-481 M€
% du chiffre d'affaires	-8,3%	22,4%	-30,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(210)	(179)	-32 M€

Performance du 1^{er} semestre 2010

BG Mines/Amont

Le carnet de commandes du BG Mines/Amont s'élève à 28 590 millions d'euros au 30 juin 2010. Parmi les contrats remontés au 1^{er} semestre 2010, on note :

- Un contrat avec l'électricien américain FirstEnergy pour la fourniture d'uranium naturel ;
- Un contrat avec INB (Industrias Nucleares do Brasil) pour la fourniture de services de conversion permettant d'alimenter en combustible le complexe nucléaire brésilien Angra pour les 5 prochaines années ;
- Des contrats pour la fourniture de services d'enrichissement avec des électriciens américains, européens et africains.

Le chiffre d'affaires du BG Mines/Amont atteint 1 593 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, en hausse de 2,4% par rapport au 1^{er} semestre 2009 (+1,0 % à données comparables). L'effet de change positif de 36 millions d'euros est principalement lié à une politique de couverture de change favorable.

Plus particulièrement :

- Le chiffre d'affaires bénéficie d'un effet volume favorable dans les Mines et de la progression du prix de vente moyen AREVA de l'uranium sur la période ;
- Le chiffre d'affaires de l'activité Combustible est affecté par un décalage de plusieurs mois de certaines livraisons à EDF.

Le résultat opérationnel hors éléments particuliers s'élève à 148 millions d'euros (soit 9,3 % du chiffre d'affaires), contre 101 millions d'euros (soit 6,5 % du chiffre d'affaires) au 1^{er} semestre 2009. Cette hausse de 47 % s'explique par une hausse des volumes et du prix de vente moyen AREVA de l'uranium ainsi que par une réduction de 13 % des coûts de production dans les Mines. Toutefois les décalages de livraison de certains contrats de combustibles à EDF ont eu un impact négatif.

Après prise en compte d'une dépréciation de certains actifs miniers pour un montant de 300 millions d'euros et des plus-values de cession / dilution liées à l'entrée de partenaires au capital de sociétés du BG, le résultat opérationnel s'élève à -133 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, contre 348 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts du BG Mines/Amont ressort à -210 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre -179 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Cette évolution s'explique par une augmentation des investissements nets, partiellement compensée par une amélioration du besoin en fonds de roulement liée à l'optimisation des stocks.

2.8.2 BG Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Carnet de commandes	7 964	8 269	-3,7%
Chiffre d'affaires	1 543	1 382	+11,6%
Résultat opérationnel	(391)	(552)	+162 M€
% du chiffre d'affaires	-25,3%	-40,0%	+14,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(420)	(565)	+145 M€

Performance du 1^{er} semestre 2010

Le carnet de commandes du BG Réacteurs et Services s'établit à 7 964 millions d'euros au 30 juin 2010. Au 1^{er} semestre 2010, les principales prises de commandes sont les suivantes :

- L'attribution par EDF d'un contrat de services pour le remplacement de générateurs de vapeur de 900 MWe ainsi qu'un contrat de fourniture d'une tripléte de générateurs de vapeur ;
- La signature entre le consortium AREVA-Siemens et la filiale slovaque d'Enel d'un contrat pour la fourniture de systèmes numériques de contrôle-commande destinés à la supervision et à la protection des tranches 3 et 4 de la centrale slovaque de Mochovce.

Le chiffre d'affaires du BG Réacteurs et Services s'établit à 1 543 millions d'euros, en progression de 11,6 % (+11,4% à données comparables).

- L'activité Nouvelles Constructions progresse, tirée par les chantiers français Flamanville 3 et chinois Taishan 1 et 2 ;
- Les Services à la Base Installée sont également en progression du fait du dynamisme de l'activité aux Etats-Unis et en France.

Le résultat opérationnel hors éléments particuliers s'établit à 26 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre 10 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Cette évolution traduit la bonne performance des activités de Services à la Base Installée, le renforcement des plans de réduction des coûts de structure et de marketing, et la maîtrise des dépenses de recherche et développement.

Après prise en compte de 417 millions d'euros de compléments de provisions pour révision du résultat à terminaison de contrats (dont 367 millions d'euros au titre du chantier finlandais OL3), le résultat opérationnel du BG s'élève à -391 millions d'euros, contre -552 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

Le cash-flow opérationnel libre du BG Réacteurs et Services est négatif au 1^{er} semestre 2010, à -420 millions d'euros contre -565 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Cette évolution reflète les tendances suivantes :

- L'amélioration de l'excédent brut d'exploitation liée à la bonne performance des Services à la Base Installée ;

- Une réduction de l'excédent de fond de roulement opérationnel du fait de la consommation d'avances clients en ligne avec l'avancement physique des grands chantiers réacteurs (variation du besoin en fonds de roulement opérationnel de -108 millions d'euros sur le semestre) ;
- La légère baisse des investissements sur la période.

2.8.3 BG Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Carnet de commandes	6 268	7 327	-14,5%
Chiffre d'affaires	897	843	+6,4%
Résultat opérationnel	167	150	+11,0%
% du chiffre d'affaires	18,6%	17,8%	+0,8 pt
Cash-flow opérationnel avant IS	102	60	+69,3%

Performance du 1^{er} semestre 2010

Le carnet de commandes du BG Aval s'établit à 6 268 millions d'euros au 30 juin 2010. Parmi les contrats les plus significatifs remportés au cours du 1^{er} semestre, on note :

- Des contrats avec des électriciens européens pour la fourniture d'assemblages combustibles MOX et le retour aux clients de résidus conditionnés via l'utilisation du procédé du creuset froid ;
- Un contrat portant sur la fourniture de combustibles MOX pour le réacteur n°3 de la centrale nucléaire japonaise de Tomari exploitée par l'électricien HOKKAIDO ;
- Un contrat avec Sellafield Limited portant sur la conception, la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne de production de crayons de combustible destinée à l'usine MOX SMP (Sellafield MOX Plant), ainsi que des équipements de contrôle correspondant.

Le chiffre d'affaires du BG Aval ressort à 897 millions d'euros, en progression de 6,4 % en données publiées et à données comparables. Cette évolution s'explique principalement par un niveau d'activité dans l'usine de La Hague plus soutenu qu'au 1^{er} semestre 2009.

Le BG Aval enregistre un résultat opérationnel de 167 millions d'euros contre 150 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Le taux de marge opérationnelle ressort à 18,6 % contre 17,8 % un an plus tôt.

Le cash-flow opérationnel libre du BG Aval ressort à 102 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, en progression par rapport au 1^{er} semestre 2009 (60 millions d'euros) : l'amélioration de l'excédent brut d'exploitation est partiellement compensée par une dégradation du besoin en fonds de roulement liée au décalage de versements de certains acomptes clients sur le second semestre. Le fonds de roulement reste cependant largement excédentaire en fin de période. Les investissements sont stables d'une année sur l'autre.

2.8.4 BG Energies renouvelables

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Carnet de commandes	1 135	136	+1 000 M€
Chiffre d'affaires	47	49	-3,7%
Résultat opérationnel	(59)	(58)	-2,4%
% du chiffre d'affaires	-127,0%	-119,4%	-7,6 pts.
Cash-flow opérationnel avant IS	(272)	(27)	-245 M€

Performance du 1^{er} semestre 2010

Le carnet de commandes du BG Energies Renouvelables atteint 1 135 millions d'euros au 30 juin 2010. Au 1^{er} semestre 2010, le BG a notamment signé un accord-cadre avec Bolognesi Participacoes, actionnaire principal de l'électricien indépendant brésilien Hidrotérmica, pour la modernisation de 10 centrales biomasse, dont la première application est le projet Seresta au Brésil, enregistré en carnet sur la période.

Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables ressort à 47 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, stable par rapport au 1^{er} semestre 2009. A données comparables il affiche un recul de 13,2% en raison d'une moindre contribution des activités Biomasse sur le semestre liée aux difficultés ponctuelles de financement rencontrées par les clients entre fin 2009 et début 2010.

Le résultat opérationnel du BG Energies Renouvelables est négatif au 1^{er} semestre 2010, à -59 millions d'euros, stable par rapport à la même période de 2009 du fait :

- Des coûts de développement liés à la montée en puissance de l'activité Renouvelables, notamment dans la business unit AREVA Solar au 1^{er} semestre suite à l'acquisition de la société californienne Ausra spécialisée dans le solaire thermique de concentration ;
- Des coûts induits par les changements de boîtes de vitesse rendus nécessaires sur le parc éolien offshore d'Alpha Ventus, en raison de l'identification d'un problème technique lié à l'utilisation de matériaux non conformes.

Le cash flow opérationnel libre du BG ressort à -272 millions d'euros fin juin 2010 contre -27 millions d'euros fin juin 2009. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation des investissements liée aux acquisitions d'Ausra et du complément de participation (49%) dans Multibrid (Eolien).

2.8.5 Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation 2010/2009
Chiffre d'affaires	78	78	-
Résultat opérationnel	(69)	(58)	-11 M€
Cash-flow opérationnel avant IS	(284)	(94)	-189 M€

Le résultat opérationnel du Corporate passe de -58 millions d'euros à -69 millions d'euros entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010.

2.9 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2010 sont :

Sur le plan stratégique

- AREVA, la province du New Brunswick et l'électricien New Brunswick Power, ont signé une lettre d'intention pour le développement d'un parc d'énergies sans CO2 près de la centrale nucléaire de Point Lepreau, au Canada. Il s'agira du troisième parc d'énergies propres développé par AREVA dans le monde.

Sur le plan commercial

- Sellafield Limited a attribué à AREVA un contrat pour la réalisation d'une installation d'entreposage d'effluents liquides de haute activité, dans le cadre du partenariat HALEF réunissant le groupe, AMEC et Balfour Beatty.
- AREVA et EDF ont signé début juillet 2010 le contrat de traitement-recyclage sur la période 2008/2012.

2.10 Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 2010, le groupe anticipe :

- une croissance significative du carnet de commandes et du chiffre d'affaires
- une progression du résultat opérationnel hors éléments particuliers ;
- un résultat opérationnel négatif ;
- Une forte progression du résultat net part du groupe, avec la contribution de la plus-value dégagée sur la cession de l'activité Transmission et Distribution.

3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – Période du 1er janvier au 30 juin 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans mettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés résumés :

- la note 1.2 qui expose les changements de méthodes comptables relatifs à l'application des nouvelles normes IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés », adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 ;
- la note 7 qui expose les modalités d'évaluation des passifs de fin de cycle. Cette évaluation qui résulte de la meilleure estimation de la Direction, est sensible aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements et de taux d'actualisation ;
- La note 12, qui expose les conditions de réalisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques contractuels, à la mise en œuvre effective selon les modes opératoires convenus des

opérations d'installation et d'inspection des tuyauteries, ainsi qu'aux phases essais et mise en service incluant le contrôle commande ;

- les notes 13 et 16 qui exposent la procédure de détermination du prix de l'option de vente des titres d'Areva NP que Siemens a exercée en date du 27 janvier 2009, l'incertitude qui résulte de cette procédure, ainsi que le traitement retenu pour la comptabilisation, au 30 juin 2010, de la dette financière correspondante.

II. Vérifications spécifiques

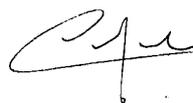
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2010

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

DELOITTE & ASSOCIES



Juliette DECOUX

Jean-Luc BARLET

Patrice CHOQUET

Etienne JACQUEMIN

4 Comptes consolidés semestriels résumés

30 juin 2010

4.1 Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009*	Exercice 2009
Chiffre d'affaires		4 158	3 908	8 529
Autres produits de l'activité		12	38	61
Coût des produits et services vendus		(3 780)	(3 706)	(7 508)
Marge brute		390	240	1 082
Frais de recherche et développement		(162)	(163)	(346)
Frais commerciaux		(145)	(135)	(286)
Frais généraux et administratifs		(284)	(304)	(620)
Autres charges opérationnelles	3	(355)	(80)	(157)
Autres produits opérationnels	3	71	272	423
Résultat opérationnel		(485)	(170)	97
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	4	14
Coût de l'endettement financier brut		(98)	(45)	(128)
Coût de l'endettement financier net		(81)	(40)	(113)
Autres charges financières		(223)	(179)	(362)
Autres produits financiers		133	450	662
Autres charges et produits financiers		(90)	271	301
Résultat financier	4	(172)	230	187
Impôts sur les résultats	5	242	(34)	138
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées		(415)	26	422
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	8	46	(163)	(152)
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		(369)	(137)	270
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession	11	1 240	144	267
Résultat net de la période		871	7	537
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies		(387)	38	329
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		1 230	123	223
Résultat net part du groupe		843	161	552
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies		18	(175)	(59)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		10	21	44
Résultat net part des minoritaires		29	(154)	(15)
Nombre d'actions AREVA		35 442 701	35 442 701	35 442 701
Nombre moyen d'actions propres		73 159	38 604	52 921
Nombre moyen d'actions AREVA hors actions propres		35 369 542	35 404 097	35 389 780
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)		(10,94)	1,08	9,29
Résultat net part du Groupe par action		23,82	4,55	15,59
Résultat net part du Groupe par action dilué (1)		23,82	4,55	15,59

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital

* : En application de la norme IFRS 5, le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat. Par conséquent, le compte de résultat consolidé du premier semestre 2009 a été retraité par rapport aux données publiées l'année précédente (cf. notes 2 et 11).

4.2 Résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Exercice 2009
Résultat net	871	7	537
Autres éléments du résultat global			
Ecart de conversion des sociétés intégrées	172	(13)	(2)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	176	(493)	(111)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	27	(44)	(12)
Effet d'impôt relatif à ces éléments	120	72	(68)
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités cédées ou en cours de cession	15	39	52
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	149	(96)	(55)
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	659	(535)	(196)
Résultat global	1 530	(528)	341
- Part du Groupe	1 430	(338)	390
- Intérêts minoritaires	101	(190)	(49)

4.3 Bilan consolidé

ACTIF	Notes en annexe	30 juin 2010	31 décembre 2009
(en millions d'euros)			
Actifs non courants		23 829	21 875
Goodwills sur entreprises intégrées	6	4 749	4 366
Immobilisations incorporelles	6	3 586	3 282
Immobilisations corporelles		5 955	5 294
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	7	268	275
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7	5 284	5 351
Titres des entreprises associées	8	1 844	1 635
Autres actifs financiers non courants	9	1 113	860
Actifs du régime de pension		1	0
Actifs d'impôts différés		1 029	811
Actifs courants		9 662	14 175
Stocks et en-cours		2 908	2 699
Clients et comptes rattachés		2 789	2 161
Autres créances opérationnelles		2 063	1 838
Impôts courants – actif		75	121
Autres créances non opérationnelles		207	158
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	1 413	1 409
Autres actifs financiers courants		207	139
Actifs des activités destinées à être cédées	11	-	5 649
Total actif		33 492	36 050

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2010	31 décembre 2009
Capitaux propres et intérêts minoritaires		8 672	7 574
Capital		1 347	1 347
Primes et réserves consolidées		5 056	4 749
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		364	155
Réserves de conversion		218	(155)
Résultat net de l'exercice – part du Groupe		843	552
Intérêts minoritaires		844	926
Passifs non courants		13 584	13 408
Avantages du personnel		1 118	1 121
Provisions pour opérations de fin de cycle	7	5 786	5 660
Autres provisions non courantes	12	105	94
Dettes financières non courantes	13	6 059	5 872
Passifs d'impôts différés		516	661
Passifs courants		11 236	15 068
Provisions courantes	12	1 895	1 696
Dettes financières courantes	13	713	1 869
Avances et acomptes reçus		3 933	3 893
Fournisseurs et comptes rattachés		1 732	1 567
Autres dettes opérationnelles		2 806	2 270
Impôts courants - passif		65	35
Autres dettes non opérationnelles		91	53
Passifs des activités destinées à être cédées	11	-	3 685
Total passif et capitaux propres		33 492	36 050

4.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009*	Exercice 2009
Résultat net de l'ensemble	871	7	537
Moins : résultat des activités cédées	(1 240)	(144)	(267)
Résultat net des activités poursuivies	(369)	(137)	270
Perte (profit) des entreprises associées	(46)	163	152
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	555	243	504
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Dotation nette aux provisions	50	85	(228)
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	157	136	255
Charge d'impôts (courants et différés)	(242)	34	(138)
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	76	42	117
Perte (profit) sur cessions d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(28)	(284)	(436)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(102)	(206)	(364)
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	53	75	132
Intérêts nets reçus (versés)	(12)	(33)	(15)
Impôts versés**	(20)	24	0
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	21	67	117
Variation du besoin en fonds de roulement	(286)	(410)	43
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	(265)	(344)	160
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(871)	(778)	(1 780)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(206)	(271)	(1 039)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	(132)	(143)	(162)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	17	63	83
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 032	879	2 200
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	37	265	265
Dividendes reçus des entreprises associées	32	54	56
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(91)	69	(379)
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées et rachat d'actions propres	(4)	15	178
Transactions avec les actionnaires minoritaires	(27)		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(250)	(250)	(250)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(52)	(58)	(59)
Augmentation (diminution) des dettes financières	(1 823)	545	1 246
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(2 156)	252	1 116
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	(5)	(18)	(77)
Impact des variations de taux de change	14	(4)	3
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR LES ACTIVITES CEDEES	2 252	(396)	(219)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(251)	(442)	603
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 481	877	877
Trésorerie à la clôture	1 413	622	1 409
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(183)	(187)	(129)
Trésorerie nette des activités cédées ou en cours de cession			200
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	1 230	436	1 481

* : En application de la norme IFRS 5, la variation de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession est présentée sur une ligne distincte du tableau des flux de trésorerie. Par conséquent, le tableau des flux de trésorerie consolidé du premier semestre 2009 a été retraité par rapport aux données publiées l'année précédente (cf. NOTES 2 ET 11).

** : A partir du 1^{er} semestre 2010, les impôts versés n'incluent plus les remboursements au titres du crédit impôt recherche (CIR). A titre d'information, au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2009, la ligne impôt versés comprenait +60 millions d'euros de remboursement au titre du CIR.

La « Trésorerie nette » prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- De la « Trésorerie et équivalents de trésorerie », (cf. note 10) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 13).
- Des 2 éléments précédents se rapportant aux activités en cours de cession.

4.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombres d'actions et de certificats d'investissement	Capital	Primes et Réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
31 décembre 2008	35 442 701	1 347	5 044	(131)	287	6 547	745	7 292
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2009			161			161	(154)	7
Autres éléments du résultat global			(24)	(59)	(416)	(499)	(36)	(535)
Résultat global			137	(59)	(416)	(338)	(190)	(528)
Dividendes distribués (*)			(250)			(250)	(63)	(313)
Rachat d'actions propres	(66 350)		(40)			(40)		(40)
Autres transactions avec les actionnaires			4			4	278	282
30 juin 2009	35 376 351	1 347	4 895	(190)	(129)	5 923	769	6 693
31 décembre 2009	35 372 531	1 347	5 301	(155)	155	6 648	926	7 574
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2010			843			843	29	871
Autres éléments du résultat global			5	373	209	587	72	659
Résultat global			848	373	209	1 430	101	1 530
Dividendes distribués (*)			(250)			(250)	(90)	(340)
Rachat d'actions propres	(8 420)		(4)			(4)		(4)
Autres transactions avec les actionnaires			4			4	(92)	(88)
30 juin 2010	35 364 111	1 347	5 899	218	364	7 828	844	8 672
(*) Dividende distribué par action (en Euros) :								
en 2009 au titre de 2008			7,05					
en 2010 au titre de 2009			7,06					

4.6 Information sectorielle

Le 28 janvier 2010, AREVA a annoncé la mise en place d'une nouvelle organisation de ses activités Nucléaires et Renouvelables. L'organisation opérationnelle du Groupe est fondée sur 4 Business Groups (hors activités cédées ou en cours de cession) : Mines/Amont, Réacteurs & Services, Aval et Energies renouvelables.

L'information sectorielle du premier semestre 2010 est présentée selon cette nouvelle organisation. Les périodes comparatives présentées ont été retraitées selon la nouvelle organisation.

Sur l'ensemble des périodes publiées, les éléments de résultat des activités cédées ou en cours de cession sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net d'impôt des activités cédées ». Ils ne figurent par conséquent pas dans l'information sectorielle présentée ci-dessous.

PAR SECTEUR D'ACTIVITE

1^{er} semestre 2010

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
	Chiffre d'affaires brut	1 615	1 559	1 000	47	(63)	4 158
	Ventes inter - pôles	(22)	(16)	(103)	-	141	0
Résultats	Chiffre d'affaires contributif	1 593	1 543	897	47	78	4 158
	Résultat opérationnel	(133)	(391)	166	(59)	(69)	(485)
	% du CA brut	(8,2) %	(25,1)%	16,6 %	(126,1)%	n.a.	(11,7) %

1^{er} semestre 2009

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
	Chiffre d'affaires brut	1571	1 462	1 014	51	(191)	3 908
	Ventes inter - pôles	(16)	(79)	(171)	(3)	269	0
Résultats	Chiffre d'affaires contributif	1 556	1 382	843	49	78	3 908
	Résultat opérationnel	348	(554)	156	(58)	(62)	(170)
	% du CA brut	22,1%	(37,9)%	15,4%	(113,0)%	32,5%	(4,4)%

Exercice 2009

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
	Chiffre d'affaires brut	3 502	3 288	1 972	174	(407)	8 529
	Ventes inter - pôles	(31)	(180)	(335)	(6)	552	0
Résultats	Chiffre d'affaires contributif	3 471	3 108	1 637	168	145	8 529
	Résultat opérationnel	659	(575)	238	(60)	(165)	97
	% du CA brut	18,8%	(17,5)%	12,1%	(34,7)%	40,6%	1,1%

La colonne « Autres » regroupe le Corporate et les activités de Conseil et Systèmes d'Information.

La part de chiffre d'affaires que le Groupe réalise avec un client excède 10% de son chiffre d'affaires global.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET PAR ZONE DE LOCALISATION DES CLIENTS

1er semestre 2010						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	587	510	611	0	73	1 782
Europe (hors France)	450	360	133	27	2	972
Amérique	270	395	70	20	3	757
Asie Pacifique	240	264	81	0	1	586
Afrique et Moyen orient	46	14	2	0	0	62
Total	1 593	1 543	897	47	78	4 158

1er semestre 2009						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	520	438	555	0	73	1 586
Europe (hors France)	430	369	121	21	1	942
Amérique	306	348	61	27	2	745
Asie Pacifique	266	205	104	-	-	575
Afrique et Moyen orient	33	23	2	-	-	58
Total	1 556	1 382	843	49	78	3 908

Exercice 2009						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	1 169	1 021	938	0	138	3 266
Europe (hors France)	901	841	328	95	2	2 168
Amérique	786	708	123	73	4	1 694
Asie Pacifique	525	493	244	-	-	1 263
Afrique et Moyen orient	90	45	3	-	-	138
Total	3 471	3 109	1 637	168	145	8 529

4.7 Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2010

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 - NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

1. PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés au 30 juin 2010 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2009.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

2. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2010 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009, à l'exception des points suivants résultant de la première application des normes IFRS 3 révisée (« Regroupements d'entreprises ») et IAS 27 révisée (« Etats financiers consolidés ») :

Ces normes révisées dont l'application est prospective ont notamment pour conséquences :

- La modification des règles de comptabilisation des regroupements d'entreprises :
 - o les frais liés à ces opérations ne font plus partie du coût d'acquisition mais sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat opérationnel ;
 - o les clauses de compléments de prix conditionnels (« earn-out ») devront être évaluées dans le délai de douze mois suivant la date d'acquisition ; toute modification ultérieure affectera le compte de résultat.
- L'option possible entre deux méthodes d'évaluation du goodwill dans le cas de prises de contrôle à moins de 100% :
 - o la méthode du goodwill partiel, seule autorisée par la norme IFRS 3 antérieure, qui consiste à déterminer le goodwill à hauteur du pourcentage acquis ;
 - o et la méthode du goodwill total, qui consiste à déterminer le goodwill à 100% sur la base de la juste valeur des intérêts minoritaires.

L'option pour l'une ou l'autre méthode est exercée opération par opération.

- La modification des règles de comptabilisation des acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires dans des filiales consolidées par intégration globale. Ces opérations sont considérées comme des transactions entre actionnaires de ces filiales et se traduisent par des mouvements au sein des capitaux propres consolidés entre « part du groupe » et « intérêts minoritaires » : ainsi,
 - o Les acquisitions d'intérêts minoritaires ne génèrent plus de complément de goodwill mais se traduisent par une réduction des capitaux propres – part du groupe ;
 - o les cessions d'intérêts minoritaires, ou entrées d'actionnaires minoritaires dans le capital de filiales consolidées ne génèrent plus de plus-values de cession ou de dilution dans le compte de résultat

opérationnel, mais se traduisent par une augmentation des capitaux propres – part du groupe.

- La modification des règles de comptabilisation des options de vente détenues par les actionnaires minoritaires de sociétés consolidées par intégration globale. Pour les options accordées à partir du 1er janvier 2010, la différence entre leur valeur initiale et le montant des intérêts minoritaires correspondants ne sera plus comptabilisée en goodwill, mais en minoration des capitaux propres – part du groupe. Le traitement des variations ultérieures de la valeur de ces options en résultat ou en capitaux propres doit être déterminé par le Comité d'interprétation des normes IFRS qui a inscrit cette question à son agenda. Par contre, le traitement comptable des options accordées avant le 1er janvier 2010 n'est pas modifié : les variations de valeur de ces options continuent à être comptabilisées par contrepartie du goodwill, sans limite de temps.

Les impacts de l'application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée sur les comptes consolidés d'AREVA au 30 juin 2010 sont les suivants :

- Le montant des frais comptabilisés en charges et liés à l'acquisition de nouvelles filiales au cours du premier semestre 2010 s'élève à 2 millions d'Euros ;
- Les rachats d'intérêts minoritaires effectués au cours de cette période se sont traduits par une réduction de 42 millions d'Euros des capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel, ainsi que la charge d'impôt de la période intermédiaire.

- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent, ajusté pour tenir compte des fluctuations importantes du marché depuis cette date ainsi que des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1^{er} semestre 2010 en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2009. L'utilisation d'un taux d'actualisation révisé au 30 juin 2010 n'aurait pas d'impact significatif sur le montant de la provision pour avantages du personnel et sur le résultat de la période.
- La charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.

NOTE 2 – PERIMETRE

Les goodwills comptabilisés à la suite des acquisitions du premier semestre 2010 présentent un caractère provisoire, et sont susceptibles d'être ajustés sur le second semestre 2010 ou sur le premier semestre 2011.

Cession de l'activité Transmission et Distribution

L'accord portant sur les modalités juridiques et financières de la cession de l'activité Transmission et Distribution du groupe AREVA à Alstom et Schneider a été signé le 20 janvier 2010. Il est entré en vigueur le 7 juin 2010 après obtention de l'accord des autorités de la concurrence et du décret pris sur avis de la Commission des Participations et des Transferts.

De ce fait, la norme IFRS 5 relative aux activités cédées s'applique au 31 décembre 2009 et aux 30 juin 2010 et 2009.

Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Résultat net d'impôt des activités cédées » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

Les actifs et passifs des activités en cours de cession sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe au 31 décembre 2009 sans retraitement des périodes antérieures, à l'exclusion des créances et des dettes de ces activités avec les autres entités du Groupe, qui continuent à être éliminées conformément à la norme IAS 27. De ce fait, le montant net des actifs et des passifs des activités cédées figurant au bilan au 31 décembre 2009 n'est pas représentatif des capitaux propres d'AREVA T&D à cette date, qui s'élèvent à 990 millions d'euros avant élimination des titres (cf. note 11).

Par ailleurs, les principales variations de périmètre du premier semestre 2010 sont les suivantes :

AREVA SOLAR

AREVA a acquis, en mars 2010, la société Ausra (renommée AREVA Solar), basée à Mountain View en Californie (Etats-Unis). AREVA Solar propose des solutions de production d'électricité et de vapeur industrielle par concentration de l'énergie solaire. Cette acquisition permet à AREVA de devenir un acteur majeur sur le marché de l'énergie solaire à concentration et d'élargir son portefeuille de solutions dans les énergies renouvelables.

AREVA Solar est une société qui comptait 70 salariés en 2009. Le prix d'acquisition est de 250 millions de dollars incluant une clause de complément de prix conditionnel d'un montant de 75 millions de dollars. Le goodwill provisoire, avant allocation du prix d'acquisition, est de 211 millions de dollars.

MULTIBRID

AREVA a racheté, pour 27 millions d'euros, en avril 2010, la part des minoritaires dans Multibrid, soit les 49 % restants du capital du fabricant allemand d'éoliennes.

COMIN USA

En janvier 2010, AREVA a finalisé la cession de sa compagnie minière COMIN à la société Uranium One pour 27 millions de dollars. La cession de COMIN s'inscrit dans une démarche d'optimisation du portefeuille minier d'AREVA.

La plus value de cession dégagée par cette opération est de 19 millions d'euros avant impôts.

NOTE 3 – AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Autres charges opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Exercice 2009
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(6)	(9)	(18)
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Perte de valeurs sur autres actifs	(300)	-	(7)
Autres charges opérationnelles	(49)	(71)	(132)
Total autres charges opérationnelles	(355)	(80)	(157)

Autres produits opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Exercice 2009
Résultats de dilution et résultats sur cessions d'actifs non financiers	21	232	369
Autres produits opérationnels	50	40	55
Total autres produits opérationnels	71	272	423

Au 30 juin 2010, le Groupe a enregistré 300 millions d'euros de dépréciations de droits miniers (cf. note 6).

Au 30 juin et au 31 décembre 2009, le poste « résultats de dilution et résultats sur cessions d'actifs non financiers » inclut notamment les résultats sur l'entrée de minoritaires dans le capital de sociétés consolidées du Groupe.

NOTE 4 - RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2010	1^{er} semestre 2009	Exercice 2009
Coût de l'endettement financier net	(81)	(40)	(113)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	17	4	14
Coût de l'endettement financier brut	(98)	(45)	(128)
Autres charges et produits financiers	(90)	271	301
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	(11)	29	10
Résultat sur cessions de titres dédiés	28	7	20
Dividendes reçus	33	40	42
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	46	76	122
Dépréciation des titres	-	-	-
Effet des révisions d'échéanciers	-	-	2
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(118)	(95)	(176)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(80)	242	291
Résultat de change	(2)	11	14
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	(1)	242	381
Dividendes reçus	18	49	51
Dépréciation d'actifs financiers	(6)	(3)	(1)
Intérêts sur avances contrats aval	(17)	(8)	(31)
Autres charges financières	(41)	(34)	(74)
Autres produits financiers	7	23	29
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(38)	(40)	(79)
Résultat financier	(172)	230	187

Au 1er semestre 2009 et au 31 décembre 2009, le résultat sur cessions de titres non lié aux opérations de fin de cycle comprend principalement les plus values sur les cessions des titres TOTAL et GDF SUEZ.

NOTE 5 - IMPOTS SUR LE RESULTAT

Le profit d'impôt au 30 juin (+242 M€) a été déterminé en appliquant au résultat avant impôt de chaque pays le taux effectif d'impôt correspondant tel qu'estimé pour l'exercice 2010 (+239 M€), auquel s'ajoutent l'impôt calculé sur les résultats de cessions de titres consolidés réalisées au 30 juin (-1 M€), à l'exception de l'impôt sur la cession des titres T&D inclus dans le résultat des activités cédées, et la variation des provisions pour contrôles fiscaux (+4 M€).

Le taux effectif estimé pour l'exercice tient compte de la reprise des impôts différés passifs correspondant à la dépréciation des droits miniers comptabilisée au 30 juin (+102 M€).

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers comptabilisés en capitaux propres recyclables s'élève à 17 millions d'euros au premier semestre 2010.

NOTE 6 – GOODWILLS ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwills

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2010 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2009	Acquisitions	Cessions	Options de vente des minoritaires	Ecarts de conversion et autres	30 juin 2010
Activités Nucléaires	4 242	-	-	-	174	4 416
Activité Energies Renouvelables	124	155	-	33	21	333
TOTAL	4 366	155	-	33	195	4 749

La variation des goodwills de l'activité Energies Renouvelables provient principalement de l'acquisition de la société AREVA Solar.

Conformément à la norme IFRS 3, l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises ainsi que le coût d'acquisition comportant des clauses d'earn-out peuvent être modifiés pendant un délai de douze mois suivant la date d'acquisition. Par conséquent, les goodwills comptabilisés à la suite des acquisitions du second semestre 2009 et du premier semestre 2010 présentent un caractère provisoire et sont susceptibles d'être ajustés ultérieurement.

Un test de dépréciation du goodwill de l'UGT Mines d'uranium a été effectué au 30 juin 2010 et n'a pas conduit à comptabiliser de perte de valeur.

En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été procédé à d'autres tests de dépréciation des goodwills au 30 juin 2010.

Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Valeurs nettes au	Acquisitions	Dotations nettes aux	Ecart de conversion	Autres variations	Valeurs nettes au
	31 décembre 2009		amortissements/ Pertes de valeur			30 juin 2010
Frais de recherches minières	840	106	(30)	124	(9)	1 031
Frais de R&D	435	71	(14)	40	0	531
Droits miniers	1 302	10	(300)	194	0	1 205
Autres	706	43	(22)	9	82	818
TOTAL	3 282	230	(366)	367	73	3 586

L'analyse des données prospectives du marché de l'uranium a conduit le groupe AREVA, en application des normes IFRS, à constater une dépréciation de 300 millions d'euros sur certains droits miniers. Concernant des actifs amortissables, cette dépréciation est réversible. Sur le long terme, le groupe conserve son appréciation sur la valeur de son portefeuille de mines qu'il considère stratégique.

NOTE 7 – OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF	30 juin 2010	31 décembre 2009	PASSIF	30 juin 2010	31 décembre 2009
(en millions d'euros)					
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA (1)	222	147			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 552	5 626	Provisions pour opérations de fin de cycle	5 786	5 660
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers (2)	268	275	- financées par les tiers (2)	268	275
- Actifs financiers de couverture (3)	5 284	5 351	- financées par AREVA	5 517	5 385

¹ : montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA

² : montant de la provision devant être financée par les tiers

³ : portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA

ACTIFS DE FIN DE CYCLE

Le Groupe reconnaît, en complément de la valeur de ses immobilisations corporelles, la part à terme des coûts des opérations de fin de cycle (démantèlement des installations nucléaires, décontamination) dont il a la responsabilité financière. Cet actif quote-part Groupe est amorti sur le même rythme que les immobilisations sous-jacentes.

Le Groupe constate aussi un actif quote-part tiers pour la part devant être financée par certains clients sur les opérations de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets. En contrepartie, le coût total estimé

des opérations de fin de cycle est provisionné dès la mise en service de l'actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers.

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2010			31 décembre 2009
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	
Actif quote-part Groupe	795	(573)	222	147
Actif quote-part tiers	268		268	275
Total	1 063	(573)	490	422

La quote-part des tiers dans les actifs de fin de cycle liés au démantèlement correspond essentiellement au financement attendu du CEA pour le site de Pierrelatte. Ce poste augmente du fait de la désactualisation et diminue à concurrence des travaux effectués par AREVA.

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Ce poste comporte les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Créances liées aux opérations de fin de cycle	1 879	1 830
Portefeuille dédié	3 405	3 521
Total	5 284	5 351

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent principalement, d'une part aux créances sur le CEA résultant de la signature en Décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des couts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400 et, d'autre part, à la créance sur EDF consécutive à la signature en décembre 2008 du protocole entre EDF et AREVA sur les principes régissant les contrats Aval du cycle sur la période post 2007.

Un accord sur les modalités de règlement de la créance EDF a été signé en juillet 2009. Selon les termes de cet accord, le versement par EDF à AREVA s'effectuera par des versements échelonnés jusqu'en juin 2011.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
En valeur de marché		
Actions cotées	659	690
FCP actions	698	720
FCP Obligataires et monétaires	2 048	2 111
Total	3 405	3 521

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Démantèlement des installations nucléaires	4 181	4 092
Reprise et conditionnement des déchets	1 605	1 568
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 786	5 660

En sa qualité d'exploitant d'installations nucléaires, le Groupe a l'obligation juridique de procéder, lors de l'arrêt définitif de tout ou partie de ses installations industrielles, à leur mise en sécurité et à leur démantèlement. Il doit également reprendre et conditionner selon les normes en vigueur les différents déchets issus des activités d'exploitation qui n'ont pu être traités en ligne. Pour le Groupe, les installations en cause concernent l'amont du cycle avec notamment l'usine d'enrichissement d'Eurodif à Pierrelatte et les usines de combustibles mais surtout l'aval du cycle : usine de La Hague pour le traitement, usine MELOX et Cadarache pour la fabrication de combustibles MOX.

L'évolution des provisions pour opérations de fin de cycle entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 inclut une révision de devis sur l'usine d'enrichissement d'Eurodif à Pierrelatte.

NOTE 8 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010					31 décembre 2009
	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées	Participations dans les entreprises associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les entreprises associées (y.c. goodwill)
STMicroelectronics	14,22%	18	954	-	954	805
Eramet	25,79%	26	675	35	710	662
MNF	30,00%	-	55	79	134	109
Autres entreprises associées		2	41	5	46	59
Total		46	1 725	119	1 844	1 635

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Titres disponibles à la vente	948	682
Créances rattachées à des participations	74	82
Autres actifs financiers non courants	82	83
Dérivés sur opérations de financement	10	13
Total	1 113	860

Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Alcatel	6	6
- SUEZ Environnement	94	111
- Safran	707	421
- Summit	31	30
- Japan Steel	35	43
- Autres titres cotés	14	15
Titres de participation non cotés	62	56
Total	948	682

L'évolution de ce poste entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 correspond essentiellement aux variations des valeurs de marché des titres cotés.

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Equivalents de trésorerie	1 162	1 265
Disponibilités et comptes courants financiers	251	144
Valeur nette	1 413	1 409

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme et d'OPCVM.

NOTE 11 – RESULTAT NET D'IMPÔT, ACTIFS ET PASSIFS ET FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES CEDEES OU EN COURS DE CESSION

Le résultat net d'impôt des activités cédées correspond sur le premier semestre 2010 aux éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010
Résultat net de l'activité cédée (T&D) sur la période 1 ^{er} janvier-7 juin 2010	(30)
Plus-value de cession* nette d'impôt	1 270
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	1 240

* : Y compris la reprise en résultat des réserves de conversion et des gains et pertes latents différés

Le compte de résultat consolidé contributif de l'activité Transmission & Distribution sur l'année 2009 ainsi qu'aux premiers semestres 2010 et 2009 est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} janvier 2010 à la date de cession*	1^{er} semestre 2009	2009
Chiffre d'affaires	2 008	2 614	5 474
Résultat opérationnel	(24)	186	405
Résultat financier	(24)	(18)	(47)
Impôts	18	(24)	(90)
Résultat net de la période	(30)	144	267
Part des minoritaires	10	21	(44)
Résultat net part groupe	(41)	123	223

* : cf. note 2

Les résultats des premiers semestres 2010 et 2009 ainsi que le résultat de l'année 2009 de l'activité T&D comprennent un certain nombre de charges refacturées par AREVA SA (loyers, redevances Groupe, charges financières).

En 2009, le montant de ces charges s'élevait à 72 millions d'euros. Sur le premier semestre 2010, ces charges s'élèvent à 36 millions d'euros.

Le détail des postes composant les actifs et passifs des activités destinés à être cédés au 31 décembre 2009 est le suivant :

Actifs non courants	1 734
<hr/>	
Goodwills sur entreprises intégrées	656
Immobilisations incorporelles & corporelles	870
Autres actifs financiers non courants	31
Actifs du régime de pension	2
Actifs d'impôts différés	175
Actifs courants	3 915
<hr/>	
Stocks et en-cours	814
Clients et autres créances opérationnelles	2 806
Impôts courants – actif	46
Autres créances non opérationnelles	7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	238
Autres actifs financiers courants	4
<hr/>	
Total actifs des activités destinées à être cédées	5 649
<hr/>	

Passifs non courants	284
Avantages du personnel	208
Autres provisions non courantes	39
Dettes financières non courantes	12
Passifs d'impôts différés	26
Passifs courants	3 402
Provisions courantes	329
Dettes financières courantes	223
Fournisseurs et autres dettes opérationnelles	2 778
Impôts courants - passif	70
Autres dettes non opérationnelles	2
Total passifs des activités destinées à être cédées	3 686

Au 31 décembre 2009, les capitaux propres contributifs de l'activité T&D avant élimination des titres s'élevaient à 990 millions d'euros.

Flux net de trésorerie généré par les activités cédées ou en cours de cession

Il se compose au 30 juin 2010 des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010
Prix de vente des titres T&D (diminué des frais de cession)	2 254
Trésorerie contributive d'ouverture de T&D cédée	(2)
Valeur nette	2 252

Au paiement des titres T&D effectué le 8 juin 2010 s'ajoute le remboursement des créances et dettes financières que le Groupe détenait envers T&D. Ces éléments sont essentiellement inclus dans la ligne « Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts » du tableau des flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie contributif de l'activité T&D sur le premier semestre 2010 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	22
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(115)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	109
Autres Variations	(18)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(2)

NOTE 12 – AUTRES PROVISIONS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	104	93
Autres	1	1
Autres provisions non courantes	105	94
Restructurations et plans sociaux	26	27
Provisions pour assainissement courant	100	97
Provisions pour garanties données aux clients	85	86
Provisions pour pertes à terminaison	805	726
Travaux restant à effectuer	594	552
Autres	285	208
Provisions courantes	1 895	1 696
Total Autres Provisions	2 000	1 791

Contrat de construction de l'EPR de Olkiluoto 3

Le premier semestre 2010 a été marqué par l'introduction de la cuve du réacteur le 18 juin.

Les activités de génie civil gros œuvre sont en cours de finalisation conformément aux prévisions.

Les prestations de tuyauteries qui avaient été bloquées au cours du semestre précédent, ont commencé avec la mise en œuvre unilatérale d'une procédure relative aux travaux et aux inspections sur site. Les mesures de renforcement d'effectifs ont été prises pour compenser à terme les effets du décalage initial sur le planning de cette phase de travaux.

Des réunions communes (Client, Autorités, Consortium CFS, Organismes de contrôle) pour définir les règles de transfert des systèmes en fin de construction ont abouti à une note d'application, émise fin avril. En juin, TVO a indiqué ne pas avoir envoyé la note à l'approbation de l'Autorité de sûreté. Le Consortium prévoit néanmoins de la mettre en œuvre de manière unilatérale pour éviter tout retard dommageable au projet.

L'architecture finale du contrôle commande approuvée en début de l'année par TVO a été acceptée début juin par l'Autorité de sûreté.

Sur la base de ces principaux éléments, le Consortium (CFS) a proposé à TVO un planning jusqu'à la date de chargement du combustible fixée en décembre 2012, dont l'atteinte reste conditionnée au respect par TVO des conditions préalablement définies.

A compter de cette date TVO, aura la responsabilité des opérations nucléaires, de mise en exploitation et de montée en production qui suivront la divergence du réacteur. Par conséquent le Consortium n'est pas en mesure de s'engager sur une date de réception provisoire.

Sur la base de ce nouveau planning et compte tenu des risques d'exécution y afférents, AREVA a comptabilisé une provision complémentaire de 367 millions d'euros au 30 juin 2010 portant le cumul des dotations aux provisions comptabilisées à 2,6 milliards d'euros.

Concernant la procédure d'arbitrage lancée depuis le 5 décembre 2008, et à défaut d'accord amiable, le Consortium continue de faire valoir ses droits en réclamant une compensation d'1 milliard d'euros pour une extension de délais et une augmentation des coûts que le Consortium a supportées par la faute de TVO sur la seule période 2004-2006. Aucun produit n'est reconnu à ce titre.

En avril 2009, TVO a, revu à la baisse à 1,4 milliard d'euros, le montant de la réclamation qu'il avait à l'encontre du Consortium. Aucune provision n'est constituée à ce titre, le Consortium et ses conseils estimant que les allégations exposées dans cette réclamation restent dénuées de fondement et sans valeur au regard du droit finlandais.

Les incertitudes résiduelles liées au chiffrage du résultat à terminaison du projet portent donc notamment sur les risques contractuels, la mise en œuvre effective par le client selon les modes opératoires convenus des opérations d'installation et d'inspection des tuyauteries, ainsi que sur les phases essais et mises en service incluant le contrôle commande.

NOTE 13 – DETTES FINANCIERES

<i>(En millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2010	31 décembre 2009
Options de vente des actionnaires minoritaires	45		45	17
Dette envers Siemens sur l'exercice de l'option	2 097		2 097	2 080
Avances rémunérées	82		82	81
Emprunts auprès des établissements de crédits	695	214	909	2 274
Emprunts obligataires	3 061	96	3 157	3 006
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		183	183	129
Instruments financiers dérivés		210	210	56
Dettes financières diverses	79	10	89	99
TOTAL Dettes Financières	6 059	713	6 772	7 741

La diminution des emprunts auprès des établissements de crédits sur le premier semestre 2010 provient principalement du remboursement d'un emprunt en USD souscrit concomitamment à l'acquisition d'Uramin.

Dettes envers Siemens sur l'exercice de l'option

Siemens a décidé d'exercer le 27 janvier 2009 son option de vente de sa participation dans AREVA NP. La procédure de détermination du prix d'exercice de cette option a été engagée début février 2009 conformément aux termes du pacte d'actionnaires. Cette procédure prévoit que, en cas de désaccord entre les parties sur le prix d'exercice de l'option, chaque partie nomme une banque d'investissement qui établira une valorisation. Compte tenu de l'impossibilité pour les parties de parvenir à un accord, les valorisations de chacune des banques restant divergentes, un expert a été désigné par l'Institute of Chartered Accountants in England and Wales, tel que prévu dans le pacte d'actionnaires; cet expert déterminera le montant de la valeur des actions qu'AREVA devra payer à Siemens au plus tard le 30 janvier 2012. Cette dette portera intérêt à taux variable à partir de la date de notification d'exercice de l'option jusqu'à la date du paiement effectif par AREVA.

Compte tenu de l'incertitude existant sur le prix d'exercice de l'option qui résultera de cette procédure, AREVA a décidé de maintenir dans son bilan au 30 juin 2010 la dette à un montant nominal identique à celui des 31 décembre 2007, 2008 et 2009.

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

(En millions d'euros)

CEA

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Ventes	175	650
Achats	44	106
Créances sur les entreprises liées	800	860
Dettes envers les entreprises liées	140	134

Relations avec les entreprises du secteur public

Le Groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés.

NOTE 15 - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Engagements Hors Bilan

(en millions d'euros)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
ENGAGEMENTS DONNES	2 986	2 260
Garanties de marché données	1 976	1 264
Autres garanties liées à l'exploitation	344	340
Engagements donnés liés au financement	19	30
Autres engagements donnés	647	626
ENGAGEMENTS RECUS	680	852
Engagements reçus liés à l'exploitation	671	593
Engagements reçus liés au financement	1	1
Autres engagements reçus	8	258
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	5 760	5 775

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le Groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le Groupe est en cours de négociation.

Engagements donnés

Les engagements liés à l'exploitation représentent près de 78 % des engagements donnés. Ils sont constitués majoritairement de garanties de bonne fin ou de bonne exécution.

Le Groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le Groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession de 582 M€, n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif.

Engagements réciproques

Le Groupe a mis en place en février 2007 une ligne de crédit revolving utilisable en euros et en dollars d'un montant de 2 Milliards d'euros à échéance février 2014 . A fin Juin 2010, cette ligne est non utilisée.

Des lignes de crédit bancaire bilatérales confirmées ont été mises en place au deuxième semestre 2009 pour 1,3 milliard d'euros. Non utilisées au 30 juin 2010, elles ont pour échéance juillet 2010 pour 1,15 milliards d'euros et décembre 2010 pour 0,15 milliard d'euros.

NOTE 16 – AUTRES INFORMATIONS

LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

Sortie de Siemens du capital d'AREVA NP

En janvier 2009, Siemens a notifié à AREVA son souhait de mettre fin à sa participation de 34% dans la société commune AREVA NP en exerçant son option de vente pour convenance (« Put for Convenience »).

Dans les semaines qui suivirent, Siemens a annoncé être entré en négociations avec la société State Atomic Energy Corporation Rosatom (Rosatom) avec pour objectif de créer une nouvelle société commune active dans la construction de centrales nucléaires dans le monde entier. AREVA a alors notifié en mars 2009 à Siemens son option d'achat forcé pour faute (« Call for Breach »), basée sur un manquement de Siemens à ses obligations contractuelles, et notamment la clause de non-concurrence stipulée dans le pacte liant les deux actionnaires. AREVA a ensuite complété sa notification en initiant le 14 avril 2009 une procédure d'arbitrage devant la CCI (Chambre de Commerce Internationale), demandant à ce que les manquements de Siemens à ses obligations contractuelles soient reconnus, ces manquements entraînant une décote du prix de rachat des actions détenues par Siemens dans ANP tel que prévu dans le pacte d'actionnaires et des dommages et intérêts dont le montant reste à déterminer. En mai et en juin 2009, Siemens a requalifié l'exercice de son option de vente en « Put for Breach », complété de sa réponse visant à rejeter les demandes d'AREVA et à obtenir la surcote prévue contractuellement dans ce cas sur le prix de vente de ses actions.

Le 17 novembre 2009, le tribunal arbitral a répondu favorablement à la requête de mesures conservatoires déposée par AREVA visant à imposer à Siemens en urgence des restrictions dans son processus de négociation avec Rosatom et ce jusqu'à ce que la sentence soit rendue.

Au 30 juin 2010, la procédure suit son cours conformément au calendrier convenu entre les parties et le tribunal.

Parallèlement à la procédure d'arbitrage en cours, Siemens a porté plainte contre AREVA devant la Commission Européenne en alléguant la nullité de la clause de non-concurrence stipulée entre les parties. La Commission a

décidé d'investiguer cette affaire en priorité, et a ouvert formellement une procédure à l'encontre des deux parties le 21 mai 2010. Il est rappelé que l'ouverture d'une procédure devant la Commission Européenne ne préjuge en rien quant à la validité des clauses investiguées.

Négociation avec EDF concernant les conditions économiques de mise à l'arrêt de l'usine GB1 de Pierrelatte

Les conditions d'optimisation technique de l'arrêt de l'usine GB1 d'Eurodif, notamment sur le plan de la sûreté, sont désormais clarifiées. Les discussions se poursuivent entre Eurodif et EDF quant aux conditions économiques de l'activité d'Eurodif jusqu'en 2012.

Note 17 – Evénements postérieurs À la clôture de l'exercice

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

AREVA et EDF ont signé début juillet 2010 le contrat de traitement-recyclage portant sur la période 2008 / 2012.

DIRECTION DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

33, rue La Fayette – F-75442 Paris Cedex 09 – Tél : +33 (0)1 34 96 47 – Fax : +33 (0)1 34 96 00 01